



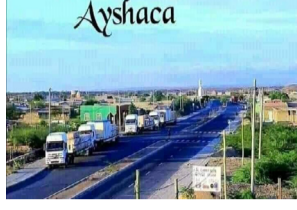
Editorial : Objectif diversion
P.2



trop de retards pour les primes de garde des agents de la santé publique
P.3



centres de santé pointés du doigt pour manque de soins
P.4



Ethiopie: L'armée fédérale éthiopienne tire sur des manifestants à Aysha'a en Ethiopie, faisant deux morts et plusieurs blessés.
P.5



la sécheresse a tué 43000 personnes en Somalie
P.7

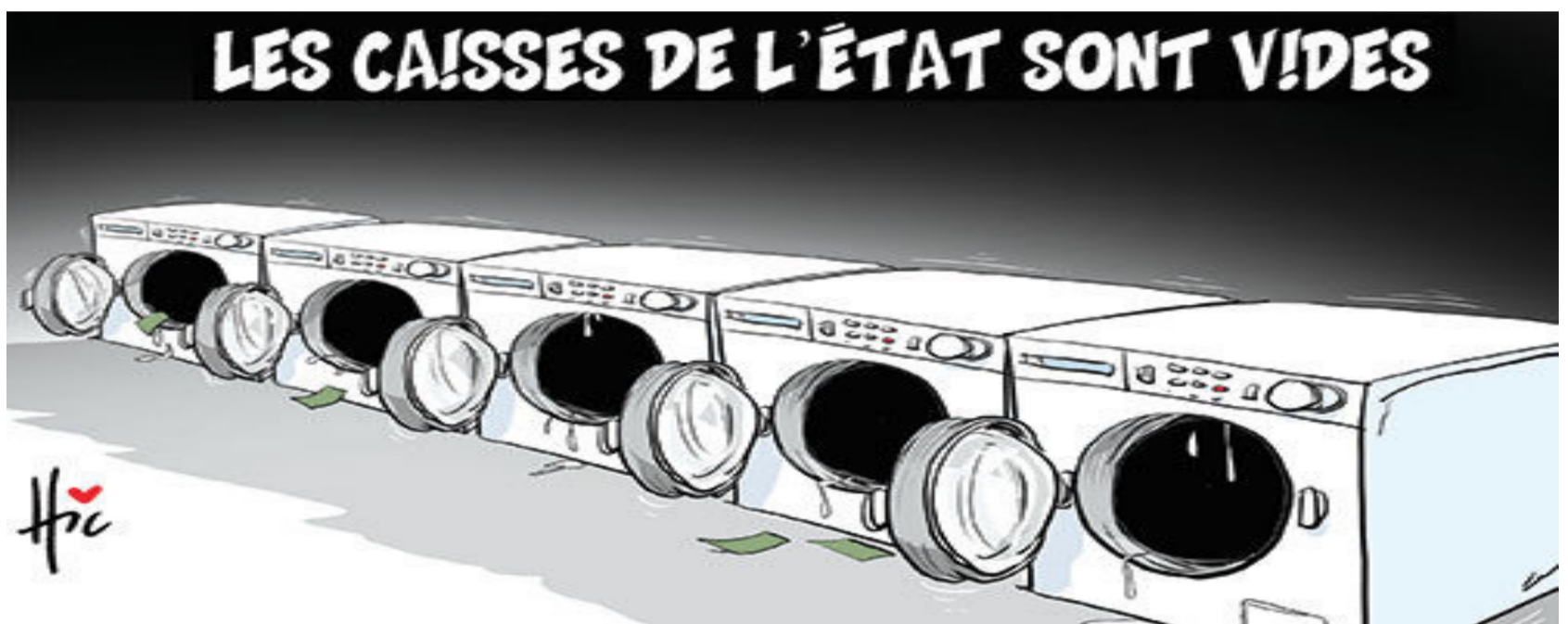


Russie-Ukraine : Malgré certains efforts et espoirs pour la paix, la guerre se poursuit
P.8



Récit : Asli et les siens (Suite)
P.9

Des fins de mois difficiles pour les caisses de l'État



Mouna Ali

Nous en avons déjà rendu compte dans ces colonnes, la trésorerie de l'État de Djibouti connaît des fins de mois difficiles ces derniers temps. Les salaires des agents de l'administration publique, particulièrement de ceux émergeant au budget général de l'État et des services subventionnés par ce dernier sont payés avec des retards croissants. Le ministère du budget effectue les paiements de rémunérations dans un certain ordre de priorité que l'on dit établi en haut lieu. Il paie d'abord les agents de sécurité ou de

mes, gardes républicains, agents secrets, militaires, garde-côtes) et les enseignants, deux corps qui semblent jugés sensibles par le pouvoir. Les agents en uniforme, parce que ce sont les gardiens du régime face au peuple excédé. Les enseignants, parce que s'ils font grève, enfants et parents seront dans la rue, perspective redoutée par le pouvoir. Les salaires des autres agents de l'État suivent selon les liquidités disponibles. Il en est qui attendent plus longtemps que d'autres. Selon nos informations, les salariés des services dépendant des subventions du budget général sont souvent les derniers à recevoir leurs rémunérations.

L'on observe que ces retards de

salaires ne se réduisent pas au fil des mois qui passent. Ils semblent plutôt s'allonger. "Les fins de mois sont de plus en plus difficiles", a confié à LVD une source bien informée.

Que se passent-ils alors ? Deux facteurs explicatifs sont avancés par nos sources. En empirant ces derniers temps, la corruption et le vol de l'argent public seraient un premier facteur. Ils assécheraient encore plus les sources de recettes de l'État. C'est surtout la grande prédation encouragée d'en haut lieu qui est pointée du doigt. Le second facteur serait un besoin croissant de liquidités enregistré au sommet de l'État confisqué.

Pourquoi ? Est-ce pour financer

les "ingérences" que l'on attribue à qui l'on sait dans les conflits en cours aux pays limitrophes ? Les avis divergent. Alors jusqu'à quand cela durera-t-il ? C'est la question qui revient sur les lèvres. "Ce n'est pas parti pour quelques petits mois, car la fuite en avant n'est près de cesser", prédit un observateur bien informé qui parle de "détournements et dépenses injustifiées en hausse".

En tout cas, aux duretés de la vie chère et des salaires bas, s'ajoute désormais l'angoisse des fins de mois pour les agents de l'État. Réagiront-ils ? A suivre ■

EDITORIAL: Objectif diversion

Mahamoud DJAMA

L'actualité n'est pas tendre avec l'homme aux cinq mandats qui règne à Djibouti. Nous voulons dire un certain Ismail Omar Guelleh que ses obligés et certains observateurs désignent souvent par ses initiales IOG. Entre les difficultés intérieures de tous ordres et les accusations récurrentes d'ingérences dans les pays limitrophes tels que l'Éthiopie et la Somalie où il est pointé du doigt dans le conflit de l'Ouest-Sitti entre Afars et Somalis et dans la guerre de Lasanod entre forces du pouvoir somalilandais et insurgés de la région Sool-Sanaag-Cayn (SSC), les sujets d'inquiétude sont en nombre. Probablement trop nombreux pour un homme âgé dont le confort réside dans le sentiment de contrôle : contrôle social, contrôle politique, contrôle économique, ou encore influence régionale.

Ce n'est pas trahir un secret que de constater que cet

homme issu du monde du renseignement n'aime ni la contradiction, ni la compétition démocratique. Est-ce parce qu'il ne se sent pas armé pour le débat et les questions libres ? En tout cas, il n'a point brillé les rares fois où il s'est retrouvé face à des journalistes peu complaisants. Pas plus qu'il n'a participé à un débat public, par exemple entre candidats à l'"élection présidentielle". A aucun des cinq "scrutins" auxquels il affirme avoir participé, il n'a souhaité ou laissé organiser un débat entre lui et les autres candidats, lorsqu'il y en avait, même de paille. La seule fois où il a affronté un vrai candidat était le 9 avril 1999 et c'était en la personne du regretté Moussa Ahmed Idriss, figure de la lutte pour l'indépendance et candidat de toute l'opposition djiboutienne.

Dans l'espoir de desserrer un tant soit peu l'étau qui perdure, murmurent certaines sources, l'homme aurait décidé de contre-attaquer dans le registre de la diversion facile. Cela impli-

que de petites manœuvres où le principal carburant est l'argent. Et de l'argent, il n'en manque pas puisqu'il a accaparé le pouvoir d'État et les ressources diverses et variées que cela lui

La consigne, indiquent nos informations, est de détourner l'attention du grand public de l'homme aux cinq mandats. Comment ? Par exemple, en accusant d'autres acteurs de tout ce qui lui est reproché, en tentant de décrédibiliser ses critiques, ou encore en lui trouvant des mérites à vanter.

procure.

Ces sources parlent d'une mobilisation de personnages portés sur l'argent facile, notamment somalophones. Avec un accent particulier sur les

réseaux sociaux comme espace de communication. Blogueurs sans balises, coutumiers sous contrôle, intellectuels douteux et autres journalistes alimentaires seraient en voie de recrutement ou, pour certains, déjà recrutés.

La consigne, indiquent nos informations, est de détourner l'attention du grand public de l'homme aux cinq mandats. Comment ? Par exemple, en accusant d'autres acteurs de tout ce qui lui est reproché, en tentant de décrédibiliser ses critiques, ou encore en lui trouvant des mérites à vanter. La meilleure diversion étant le silence, ajoutent-elles, le traitement à réserver à certaines voix critiques virulentes serait à l'étude.

Pour ces sources, l'offre de médiation dans le conflit de Lasanod par des personnalités dites coutumières issues du sud de la Somalie, ou telles sorties de blogueurs à sous ne seraient pas sans lien avec ce qu'elles appellent "objectif diversion" ■



Trop de retards pour les primes de garde des agents de la santé publique



Les agents en blouse blanches: infirmiers, aide-soignants, sage-femmes, techniciens, voire même des médecins attendent leur primes de l'année 2022 et ceux du début de 2023.

Mohamed Ibrahim

A la différence des agents en uniforme et des enseignants, les agents en blouse blanche, c'est-à-dire ceux de la santé publique, ne sont pas très craints par le pouvoir en place à Djibouti. Une preuve est que leurs primes de garde accusent de longs mois de retard. Qu'ils soient infirmiers, aides-soignants, sages-femmes, techniciens, voire médecins, ils attendent encore leurs primes de l'année 2022. "Seuls jan-

Dix mois de l'an 2022 et bientôt trois mois de 2023, cela fait treize mois. N'est-ce pas trop ?

vier et février 2022 nous ont été payés", ont confié certains d'entre eux à La Voix de Djibouti. Ils ajoutent que les primes de février 2022 leur ont été payées tout récemment suite à une grève générale, notamment à la

principale maternité du pays, Dar-el-Hanan.

Dix mois de l'an 2022 et bientôt trois mois de 2023, cela fait treize mois. N'est-ce pas trop ? C'est injuste et donc inacceptable. D'autant que les montants mensuels des primes ne sont pas élevés puisqu'ils sont de quelques dizaines de milliers de francs Djibouti seulement par agent. "Les prétendus décideurs dépensent chaque mois des millions de francs Djibouti

volés à l'État et ils refusent de nous payer une modique prime gagnée à coups de nuits de travail éprouvant", s'est indignée une sage-femme confirmée devant notre reporter.

Tout cela n'est pas sans rappeler d'autres contextes étatiques délabrés qui, à force d'abus et de dysfonctionnements, ont mal fini. A suivre de près. ■

Des centres de santé pointés du doigt pour manque de soins



Mohamed Ibrahim

Un autre problème que, de manière récurrente, dénoncent patients et praticiens, est le manque de médicaments et autres produits nécessaires aux soins. Ce sont les centres de santé des quartiers populaires et de région qui seraient les plus touchés. Ainsi, de nombreux habitants de Balbala, en banlieue populaire et peuplée de la capitale djiboutienne, Djibouti-ville, se plaignent.

C'est le cas à Warabaley où il manquerait beaucoup dans la polyclinique Iftine (Lumière). "Il n'y a plus rien aux urgences pour soigner les gens, c'est un vrai mouvoir", s'est exclamée une

femme dont un proche était hospitalisé.

Le même cri de détresse est poussé concernant la polyclinique du PK12, un peu plus bas, où médicaments et autres produits pharmaceutiques de base seraient en pénurie. "Nous connaissons une situation intenable", a dit à LVD un cadre du centre de santé qui a requis l'anonymat.

La polyclinique de Hayabley ne serait pas mieux lotie et connaîtrait des pénuries incessantes pour divers moyens de diagnostic et de traitement.

Pendant ce temps, les gouvernants et les leurs se font soigner à l'étranger et à grands frais pu-

blics. C'est inacceptable. A suivre de près■



Ethiopie: l'armée fédérale éthiopienne tire sur des manifestants à Aysha'a en Éthiopie, faisant trois morts et plusieurs blessés.



Mahamoud DJAMA

Selon des informations concordantes dont des témoignages oculaires, l'armée fédérale éthiopienne a ouvert le feu, lundi 27 mars 2023, sur des manifestants dans la ville d'Aysha'a, à 60 km de la frontière djiboutienne, tuant trois personnes et en blessant plusieurs autres. Toutes Somalies du clan Issa. Ce drame ravive les souvenirs d'un terrible massacre de plusieurs milliers d'habitants de cette ville, perpétré en août 1960 par l'armée éthiopienne de l'empereur Haïlé Sélassié. Un massacre gravé à jamais dans la mémoire collective des Somalis Issas.

Cette fois, ce serait sur ordre

du général Burhanu Jula, chef d'état-major de l'armée fédérale éthiopienne, sous le premier ministre Abiy Ahmed Ali, que les soldats éthiopiens ont tiré sur des manifestants pacifiques sur l'axe routier reliant le port de Djibouti à Addis-Abeba en passant par Aysha'a. En bloquant la route, les habitants exprimaient leur protestation contre ce que l'Ougas Moustapha Mohamed Ibrahim des Somalis Issas appelle la guerre de "nettoyage ethnique" du général Burhanu Jula contre sa communauté. Celui-ci agirait en soutenant massivement la communauté afare contre les Somalis à l'ouest de la région somalie Sitti, limitrophe de l'État régional afar d'Éthiopie. Plus tôt, diman-

che 26 mars, lors d'une conférence de presse, l'Ougas Moustapha Mohamed Ibrahim a accusé les forces fédérales éthiopiennes "d'avoir participé au massacre de la population somali-issa à l'ouest-SITTI et provoqué le déplacement de milliers de ses membres".

l'Ougas a déclaré "qu'il dispose désormais de preuves de la participation de l'armée fédérale éthiopienne aux attaques en provenance de la région voisine afare".

Dans cette prise de parole publique, l'Ougas a déclaré "qu'il dispose désormais de preuves de la participation de l'armée fédérale éthiopienne aux attaques en provenance de la région voisine afare". L'Ougas a indiqué que, depuis cinq ans, l'armée fédérale utilise la "prétendue guerre intercommunautaire" pour chasser la population somali-issa de ses terres ancestrales.

Les régions somalie et afare se disputent une bande de terre peuplée de Somalis Issas et qui a été rattachée par le pouvoir TPLF à l'État régional afar en 2014.

Actualités Regionales

Mahamoud DJAMA

Ce, bien après la délimitation des frontières des États régionaux à base ethnique créés dans le cadre de la constitution fédérale éthiopienne. Depuis lors, les habitants sédentaires et nomades de la zone ainsi que leurs responsables ne cessent de demander leur rattachement à la région somalie. Ils se disent prêts à la procédure référendaire prévue par la constitution éthiopienne en cas de conflit territorial. En vain jusqu'ici.

Est-ce à dire que le gouvernement du Prix Nobel de la Paix 2019, Dr Abiy Ahmed Ali, qui sort à peine d'une guerre atroce contre le Tigré, a fait le choix de la force dans ses rapports avec les Somalis d'Éthiopie ? La question est d'autant plus pertinente que

le ministre fédéral éthiopien a parlé de poursuites judiciaires à l'encontre de l'Ougas Moustapha Mohamed Ibrahim pour "incitation à la haine, à la violence et au meurtre", accusations que les observateurs jugent abusives.

Depuis la tuerie, la ville d'Aysha'a serait coupée du monde. L'armée aurait instauré un couvre-feu permanent et la guerre aurait repris de plus belle dans la région l'ouest-SITTI. Il semble pour l'instant qu'aucune perspective de sortie de crise n'est à l'ordre du jour.

Et, selon des sources diplomatiques françaises, la répression sanglante de l'armée éthiopienne, comme réponse au blocage pacifique de l'axe routier commercial entre Djibouti et l'Éthiopie, ris-

que d'aggraver la tension sécuritaire dans la Corne de l'Afrique ■



Traduit de l'anglais avec Le New York Times : "Selon les premières estimations officielles, la sécheresse a tué 43000 personnes en Somalie

Osman Robleh

Près de 43000 personnes sont mortes de la sécheresse l'année passée en Somalie, selon les agences internationales et le gouvernement qui, lundi (20 mars, ndlr) ont publié le premier bilan officiel des victimes de la sécheresse qui dévaste la Corne de l'Afrique. Au moins, la moitié de ces victimes étaient des enfants de moins de 5 ans qui vivaient au

centre sud de la Somalie qui est le centre de la crise de sécheresse. (...) Les chercheurs ont averti que, dans les six premiers mois de cette année aussi, entre 18000 et 34000 personnes risquent de mourir de la sécheresse. (...) La sécheresse ravage la Somalie qui connaît par ailleurs une insécurité qui s'aggrave et une instabilité politique. Le gouvernement central de Mogadiscio, la capitale, est engagée dans une offensive

totale contre le groupe Al-Shebab lié à Al-Qaeda et a reçu le soutien de milices locales, de troupes de l'Union africaine et d'autres pays dont les États-Unis d'Amérique. Al-Shebab exerce des représailles vicieuses comme il a perdu du terrain et des combattants, visant les forces de sécurité et des civils, détruisant des puits et faisant exploser des camions transportant de l'aide alimentaire"(First Official Estimate of Somalia's

Drought Shows 43,000 Dead)■



Traduit de l'anglais avec Quartz Africa : "Kenya : Pourquoi Safaricom, le plus grand opérateur est-africain de télécoms est poursuivi par ses clients

Waberi Osman

Le leader est-africain des télécommunications, la compagnie Safaricom, est en difficultés. La pression monte sur elle, avec deux procès majeurs de ses clients qui demandent des comptes au géant de télécoms. L'entreprise basée à Nairobi a, dans les derniers mois, subi une critique renouvelée sur la crédibilité de son service de facilité de découvert Fuliza, géré à travers le service financier M-Pesa

de la téléphonie mobile, et sur des cas croissants de fraude par carte SIM visant les limites de Fuliza. Trois usagers kenyans de M-Pesa ont introduit une action collective en justice contre Safaricom, alléguant que la compagnie la plus profitable du Kenya utilise l'argent de ses clients pour s'engager dans des activités de prêts financiers lucratifs sans leur consentement, alors qu'elle n'est pas agréée comme établissement bancaire. C'est en violation de la section 2 (1) de

la loi bancaire du pays" (Kenya: Why Safaricom, East Africa's Biggest Telecom, Is Getting Sued by Its Customers-) ■



Russie-Ukraine : Malgré certains efforts et espoirs pour la paix, la guerre se poursuit



Waberi Osman

Lundi 20 mars dernier, le président chinois s'est rendu en visite officielle à Moscou. Il a donné à espérer qu'il était porteur de propositions de paix entre la Russie et l'Ukraine. Mais il a finalement affiché son soutien appuyé au président russe Vladimir Poutine face aux Occidentaux. Les deux hommes ont parlé d'une "nouvelle ère" de leur "relation spéciale".

Côté occidental, le président américain Joe Biden a affirmé, vendredi 24 mars 2023, lors d'un déplacement à Ottawa, au Canada que la Chine "n'avait pas livré" à ce stade d'armes à la Russie. Ce, en dépit de craintes exprimées à ce sujet par les Occidentaux. "Cela fait maintenant trois mois que j'entends dire que la Chine va

fournir des armes importantes à la Russie... Cela ne veut pas dire qu'ils ne le feront pas, mais ils ne l'ont pas encore fait", a déclaré le président américain. "Je ne prends pas la Chine à la légère. Je ne prends pas la Russie à la légère", a-t-il ajouté, estimant par ailleurs que les informations faisant part de leur rapprochement avaient probablement été "exagérées". À l'inverse, Joe Biden a insisté sur les liens renforcés entre Occidentaux. "Si quelque chose s'est passé, c'est que l'Occident s'est considérablement resserré", a-t-il estimé, parlant d'une coalition "unie".

Quant au président français, Emmanuel Macron, il se rendra en "visite d'État" en Chine du 5 au 8 avril 2023. Il sera accompagné de la présidente de la Commission européenne, Ursula von

der Leyen. Pour Macron, il s'agira notamment, apprend-on, de "travailler" avec Xi Jinping sur le "retour de la paix" en Ukraine. "Ils auront des échanges approfondis sur la guerre en Ukraine pour travailler dans le sens d'un retour de la paix et ce dans le respect du droit international, en particulier la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine", a précisé vendredi dernier le palais de l'Élysée. De la sorte, la France espère pousser la Chine, laquelle n'a jamais dénoncé l'invasion russe de l'Ukraine, à convaincre Moscou de s'asseoir à la table des négociations avec Kiev.

Selon les informations de l'Institut américain pour l'étude de la guerre (ISW), l'armée russe continue de prendre du terrain à Bakhmout,

Sur le terrain, les combats se poursuivent en Ukraine, notamment au front de Kreminna, dans l'Oblast de Louhansk. Selon les informations de l'Institut américain pour l'étude de la guerre (ISW), l'armée russe continue de prendre du terrain à Bakhmout, ville stratégique de l'Oblast de Donetsk. Dans le même temps, Moscou se prépare à une possible contre-offensive ukrainienne dans ces prochains jours ■

Nos lecteurs ont du talent

Récit : Asli et les siens (Suite)



Les productions scolaires en expression écrite et les notes qui les sanctionnent lui suggèrent qu'il ne manque pas de facilités pour communiquer ses pensées et sentiments par la plume. Non en sa langue maternelle qu'il n'écrit pas encore mais en français, cet idiome autre demeuré, en dépit de l'indépendance nationale, langue officielle d'enseignement et de travail dans le pays.

Il est de celles et ceux qui pensaient que l'État postcolonial proclamerait l'accession du somali et de l'afar, majoritaires à Djibouti, à la dignité de langues officielles. Pour l'arabe, langue première du Coran et de la troisième composante démographique du pays, les autorités l'ont fait, à raison, non pour eux. La souveraineté n'est-elle pas également culturelle et partant linguistique ? Il n'est pas fâché avec le français et la culture qu'il véhicule, car il est suffisamment ouvert d'esprit pour s'enrichir, malgré le fait colonial, de leur contribution singulière à l'humanité, mais il sait que les cultures et langues de son pays apportent aussi leur part à l'édifice humain. Si la culture est une manière d'être au monde, un rapport à la vie sur terre et au-delà, alors importent toutes les cultures et les peuples qui les portent.

En attendant des jours meilleurs, il opte pour une pratique non subie du français. Il a cons-

science de penser peu en cette langue, car il vit en Djiboutien. En dehors du travail scolaire ou de tels loisirs, il fonctionne en sa langue maternelle et emprunte comme il peut aux autres idiomes du pays. D'ailleurs, il envie les habitants des espaces cosmopolites du sol national qui, par leurs interactions quotidiennes, s'exposent avec profit à des langues locales autres que la leur. Dans la capitale, ce sont notamment ses compatriotes du Quartier 4 et de la Cité Einguela et, en province, ceux de Dikhil, au sud-ouest. Il observe que, partout où la vie brasse les Djiboutiens, ils se transmettent mutuellement leurs langues maternelles et bien plus. Ce n'est pas inintéressant pour l'indispensable réflexion sur la promotion de l'âme culturelle du pays.

Ce voyage à travers les sections scolaires lui rappelle un peu son passé pastoral où l'on parcourait librement les pâturages.

A la rentrée de septembre 1982, il franchit un nouveau pas dans son aventure lycéenne et demande à entrer en terminale littéraire. L'intitulé officiel de la classe qu'il vise est "philosophie-mathématiques", ce qui la distin-

gue de l'option "philosophie-langues". Ses résultats plaidant pour lui, sa demande de changement ne rencontre aucune objection. Ce voyage à travers les sections scolaires lui rappelle un peu son passé pastoral où l'on parcourait librement les pâturages.

Sa deuxième et dernière année au lycée, il ne la vit pas moins bien que la précédente. D'autant que la plupart des élèves et des enseignants lui sont désormais connus. Il apprécie particulièrement sa professeure d'anglais, FB, une agrégée du secondaire dont l'intérêt pour le pays et ses habitants n'est pas feint. Il découvre qu'elle est animée de convictions qu'une certaine catégorisation qualifie d'idées de gauche. Comme lui, elle est pour la fraternité humaine, la justice, l'égalité des chances et la solidarité, conditions d'un progrès social harmonieux. En la matière, il sait qu'il ne montre rien d'original puisqu'il souscrit simplement à des valeurs fortes de la société pastorale sienne.

FB connaît l'intérêt de son atypique élève pour ce qu'elle enseigne. Malgré ses débuts tardifs en anglais, il n'y rencontre pas de difficulté. En lui, elle croit probablement reconnaître un enfant du peuple qui essaie de se hisser hors de sa modeste condition sociale. Ce n'est pas irrecevable en soi mais reflète insuffisamment

le projet de vie de Da. Il est bien plus en quête de clés de lecture de ce monde sans cesse interrelié où il vit que de confort matériel et de position sociale. Au demeurant, la valeur humaine ne se mesure pas en diplômes et revenus dans sa culture. Certes, posséder des moyens de subsistance est une nécessité et, s'il le fait honnêtement, les gagner en abondance ne disqualifie pas l'individu. Mais le rapport à autrui, et partant ce que l'on fait de ce que l'on a, importe bien plus. Il convient, en société, si bien entendu cela se justifie, de donner, défendre et dire. Donner rime avec générosité matérielle envers ses semblables, défendre rime avec protection d'autrui par la force et dire avec soutien verbal aux autres.

FB montre qu'elle sait donner en remettant à Da une clé de son appartement du Plateau du Serpent de Djibouti-ville. Il peut accéder à son salon spacieux et y travailler, ou lire les journaux disponibles. Il peut ouvrir son réfrigérateur garni, s'il a envie de boire ou manger. Lorsqu'elle est disponible, elle le ramène en voiture chez lui, au Quartier 6. Cette marque de générosité le touche, d'autant qu'il n'a rien demandé. Dans son cœur de jeune homme fraternel, la professeure prend une place de grande sœur.

A suivre ■